



**PRÉFET
DE L'EURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Arrêté n° UBDEO/ECD/26/48
de mise en demeure en matière d'installations classées pour la protection de
l'environnement (ICPE) en application des articles L. 171-8 et L. 541-3 du Code de
l'environnement
SETOM de l'Eure
Commune de Verneuil d'Avre et d'Iton**

**Le Préfet de l'Eure
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 511-2, L. 541-2, L. 541-3, L. 514-5, R. 511-9, R.541-8 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L. 121-1, L. 121-2 et L. 122-2 ;

Vu la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret du 8 avril 2026 du Président de la République nommant Monsieur Xavier DELARUE, préfet de l'Eure ;

Vu le procès-verbal d'installation de monsieur Xavier DELARUE, préfet de l'Eure, au 6 mai 2026 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° D1-B1-10-612 du 29 septembre 2010 portant autorisation pour l'exploitation d'une installation classée pour la protection de l'environnement par le SETOM de l'Eure sur la commune de Verneuil-sur-Avre ;

Vu l'arrêté préfectoral n° D1-B1-13-219 du 28 février 2013 fixant des prescriptions complémentaires pour le site exploité par le SETOM de l'Eure sur la commune de Verneuil-sur-Avre ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, notamment ses articles 4 et 43 ;

Vu le rapport n°AR-25-YV-035228-01 du 20 novembre 2025 faisant part des résultats des analyses réalisées sur les eaux contenues dans le bassin de rétention des lixiviats suite à l'incendie survenu au sein de l'installation du 20 septembre 2025 ;

Vu le courriel de l'inspection des installations classées du 8 décembre 2025 demandant le traitement des eaux du bassin de lixiviats en tant que déchets dangereux ;

Vu le courriel de l'inspection des installations classées du 4 février 2026 rappelant la demande de la DREAL de traiter les eaux du bassin de lixiviats ;

Vu le courrier du 12 février 2026 du SETOM de l'Eure demandant l'adaptation du traitement des eaux contenues dans le bassin des lixiviats;

Vu le courrier de réponse de la DREAL du 13 mars 2026 à la demande du SETOM du 12 février 2026 susmentionnée ;

Vu le courrier du SETOM de l'Eure du 9 avril 2026 indiquant la prise en compte des indications de la réponse de la DREAL du 13 mars 2026 susmentionnée ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées relatif à l'inspection du 28 avril 2026 transmis à l'exploitant par courriel le 21 mai 2026 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse du SETOM de l'Eure sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure qui lui a été transmis par courriel réceptionné le 21 mai 2026 ;

Considérant que lors de la visite en date du 28 avril 2026, l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- les 43 bordereaux de suivi de déchets (BSD) présentés par l'exploitant et établis pour l'évacuation des eaux du bassin de lixiviats contenant les eaux d'extinction de l'incendie survenu le 20 septembre 2025 indiquaient les codes de la nomenclature des déchets 16 10 02 et 19 07 03 ;
- l'exploitant n'a pas justifié du caractère non dangereux des déchets liquides précités ;
- ces BSD n'indiquaient pas le fait que ces déchets contiennent des polluants organiques persistants (substances « POP ») ;
- les déchets ont été orientés vers des stations d'épuration non autorisées à traiter des déchets ;
- l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du volume restant à évacuer ;
- l'exploitant n'a pas su expliquer si des arrosages des andains de compostage sont réalisés ou non ;
- l'exploitant n'a pas pu présenter de plan des réseaux à jour mais un plan topographique daté du 11 juillet 2011 ;
- ce plan topographique mentionne l'emplacement des vannes d'arrivée d'eau, de confinement, des avaloirs d'eaux pluviales, et des bassins ;
- in situ, la vanne de confinement n'est pas exactement à l'emplacement prévu sur le plan, est bloquée en position ouverte, et n'est pas opérationnelle le jour de la visite ;

Considérant que les résultats d'analyses sur les eaux d'extinction contenues dans le bassin des lixiviats indiquent les concentrations suivantes :

- pH = 5,4
- DCO = 7150 mg/L
- DBO5 = 3120 mg/L
- Azote total = 301 mg/L
- Phosphore total = 69,5 mg/L
- Hydrocarbures totaux = 0,44 mg/L
- PFBA = 1210 ng/L
- PFOS = 3250 ng/L

Considérant que le PFOS est une substance classée polluant organique persistant (POP) ;

Considérant que la DREAL, compte tenu de ces concentrations, a demandé au SETOM, par courriel du 8 décembre 2025 de traiter les eaux contenues dans le bassin des lixiviats en tant que déchets dangereux ;

Considérant que l'absence de propriétés de dangers mentionnées au premier paragraphe de l'article R. 541-8 du code de l'environnement n'ayant pas été démontrée par l'exploitant, les déchets ainsi constitués sont des déchets dangereux ;

Considérant que la DREAL a rappelé par courriel le 4 février 2026 sa demande de traitement en déchets dangereux après avoir constaté que l'exploitant avait envoyé des déchets dangereux en traitement biologique dans la station d'épuration de Lassigny (60) ;

Considérant que suite à ce courriel, le SETOM a transmis à la DREAL, dans son courrier du 12 février 2026, les informations suivantes :

- le changement de filière de traitement des déchets susmentionnés pour des raisons économiques, à partir du 19 janvier 2026 ;
- l'économie réalisée du fait du changement de traitement mis en œuvre par l'exploitant est de 316 € par tonne de déchet prise en charge ;
- l'utilisation du code déchet 16 10 02 correspondant à des déchets aqueux non dangereux ;
- une demande de validation du nouveau traitement des déchets liquides précités malgré le rappel de la DREAL du 4 février 2026;
- l'exploitant ne s'est pas assuré que les installations de destination des déchets étaient autorisées puisque le négociant engagé par l'exploitant lui a indiqué que « la station de Lassigny dispose d'une filière de traitement conforme aux prescriptions réglementaires applicables aux eaux usées » ;
- que des analyses visant à mesurer la concentration en PFAS seraient réalisées sur les rejets aqueux de la station de Lassigny ;

Considérant que le courrier du SETOM du 12 février 2026 fait référence au courriel de rappel de la DREAL du 4 février 2026 et que de ce fait, le SETOM ne pouvait pas ignorer le positionnement de la DREAL quant au mode de traitement ;

Considérant que la DREAL a indiqué dans son courrier du 13 mars 2026 que la demande d'adaptation du traitement susmentionnée ne pouvait être acceptée ;

Considérant que l'exploitant a indiqué dans son courrier du 9 avril 2026 avoir continué ses expéditions vers la station de Lassigny (60), mais aussi celle de Barentin (76) malgré le rappel de la DREAL du 4 février 2026 et sans attendre la réponse à sa demande du 12 février 2026 ;

Considérant que le rappel de la demande de traitement de la DREAL n'a été pris en compte qu'à partir du 13 mars 2026 ;

Considérant que les deux stations d'épuration susmentionnées ne bénéficient pas d'autorisation préfectorale permettant la réception et le traitement de déchets au regard de la législation ICPE ;

Considérant que ces manquements constituent une gestion irrégulière de déchets au sens de l'article L. 541-2 du code de l'environnement susvisé ;

Considérant que ces manquements sont de nature à porter atteinte aux intérêts protégés mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le fait de ne pas avoir de plan des réseaux à jour depuis le 11 juillet 2011 accroît le risque de pollution accidentelle, notamment en cas d'intervention des services de secours ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8 et L. 541-3 du Code de l'environnement, de mettre en demeure le SETOM de l'Eure de respecter les dispositions réglementaires applicables à ses installations ;

ARRÊTE

Article 1 – Mise en demeure – gestion des déchets

Au titre des articles L. 171-8 et L. 541-3 du Code de l'environnement, le SETOM de l'Eure, siège social situé VC 6, Lieu-dit Saint-Laurent, BP 110 27091 Évreux Cedex 9, exploitant une installation de compostage de déchets végétaux au lieu-dit Argent Bon sur la commune de Verneuil d'Avre et d'Iton (27130), est mis en demeure de respecter dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté les dispositions suivantes :

Article L. 541-2 du code de l'environnement :

Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.

Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.

Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.

Article 4.3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2010 :

Les jus des andains et les eaux pluviales ruisselant sur la plate-forme de compostage sont collectés gravitairement dans un bassin de rétention étanche de 800 m³, après passage dans un décanteur/dégrilleur. L'eau est réutilisée en circuit fermé pour l'arrosage des andains.

En cas de niveau trop élevé, une évacuation du trop plein par camion est réalisée. L'exploitant détermine le niveau maximum acceptable dans le bassin de manière à éviter tout débordement, notamment en cas d'épisode pluvieux important. De plus le bassin doit être en mesure de recueillir sans débordement les eaux d'extinction d'un incendie survenant sur la plate-forme de compostage, soit au minimum 391 m³. Ce niveau maximum fait l'objet d'un marquage. L'exploitant procède autant que de besoin au contrôle du niveau dans le bassin, et a minima de manière hebdomadaire et après un épisode pluvieux important. Ces contrôles font l'objet de rapports écrits tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les eaux sont envoyées après analyse de conformité vers une station d'épuration. Dans ce cas, le rejet dans le réseau d'assainissement collectif devra respecter les valeurs limites suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- température < 30°C ;
- MES < 600 mg/l ;
- DCO {sur effluent brut} < 2000 mg/l ;
- DBO5 (sur effluent brut) < 800 mg/l ;
- azote total exprimé en N < 150 mg/l ;
- phosphore total exprimé en P < 50 mg/l ;
- hydrocarbures totaux < 10 mg/l.

Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double de la valeur limite en concentration.

L'exploitant devra au préalable s'assurer auprès du gestionnaire de la station d'épuration de la capacité à traiter cet effluent. Une convention est tenue à jour avec la station d'épuration pour le traitement de ces eaux, les valeurs de rejet indiqués dans la convention peuvent se substituer aux valeurs précitées. Cette convention est tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5.1.4 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2010 :

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et conformément au titre IV, livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement en particulier ses articles R.541-42 à R.541-48. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

L'exploitant est tenu de faire une déclaration annuelle à l'administration concernant sa production de déchets dangereux (nature, quantités, destination ou origine) conformément à l'article R.541-44 du code de l'environnement.

Article 5.1.4.1. Registre - circuit de déchets

L'exploitant tient une comptabilité régulière et précise des déchets dangereux ou non produits par son établissement.

A cet effet, l'exploitant tient à jour un registre conformément à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 7/07/2005 pour ses déchets dangereux. Ce registre contient les informations suivantes :

- 1. La désignation des déchets et leur code indiqué à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;*
- 2. La date des différents enlèvements pour chaque type de déchets ;*
- 3. Le tonnage des déchets ;*
- 4. Le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets émis ;*
- 5. La désignation du ou des modes de traitement et, le cas échéant, la désignation de la ou des opérations de transformation préalable et leur(s) code(s) selon les annexes II-A et II-B de la directive 75/442/CEE du 15 juillet 1975 ;*
- 6. Le nom, l'adresse et, le cas échéant, le numéro SIRET de l'installation destinataire finale ;*
- 7. Le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIRET des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ;*
- 8. Le nom et l'adresse du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIREN ainsi que leur numéro de récépissé conformément aux articles R.541-50 et suivants du code de l'environnement ;*
- 9. La date d'admission des déchets dans l'installation destinataire finale et, le cas échéant, dans les installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ainsi que la date du traitement des déchets dans l'installation destinataire finale ;*
- 10. Le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIREN du négociant ainsi que son numéro de récépissé conformément aux articles R.541-50 et suivants du code de l'environnement.*

L'exploitant tient également un registre, pouvant être le même, pour sa production de déchets non dangereux contenant les mêmes informations à l'exception des points 4, 9 et 10.

Les copies des déclarations des entreprises de transport de déchets dangereux et les autorisations des sociétés éliminatrices de déchets sont annexés aux présents registres. Ces registres sont conservés pendant 5 ans et tenus à la disposition du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

Ces prescriptions seront considérées comme respectées lorsque l'exploitant aura justifié du traitement des déchets dangereux liquides susmentionnés restant à évacuer vers une filière adaptée et dûment autorisée, et transmis le registre des déchets dangereux produits et évacués dûment renseigné et annexé des déclarations des entreprises de transport et des autorisations des sociétés éliminatrices susmentionnées.

Article 2 – Mise en demeure – prévention des pollutions accidentelles

Au titre de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, le SETOM de l'Eure, siège social situé VC 6, Lieu-dit Saint-Laurent, BP 110 27091 Évreux Cedex 9, exploitant une installation de compostage de déchets végétaux au lieu-dit Argent Bon sur la commune de Verneuil d'Avre et d'Iton (27130), est mis en demeure de respecter dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté les dispositions suivantes :

Article 4 de l'arrêté ministériel 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation :

II. [...]

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

III.- Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;*
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;*

- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;
- les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.

[...]

Article 43 de l'arrêté ministériel 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation :

Le plan des réseaux de collecte des effluents prévu à l'article 4 doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Ces prescriptions seront considérées comme respectées lorsque l'exploitant aura transmis un plan à jour, identifiant clairement les différents réseaux et les dispositifs d'isolement associés.

Article 3 – Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus aux mêmes articles, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8-II du Code de l'environnement.

Conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, celles-ci pourront être publiées sur le site internet de la préfecture de l'Eure pour une durée de 2 ans.

Article 4 – Recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rouen, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente par voie électronique au moyen du téléservice "télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 – Publication

Le présent arrêté est notifié au SETOM de l'Eure, siège social situé VC 6, Lieu-dit Saint-Laurent, BP 110 27091 Évreux Cedex 9, exploitant une installation de compostage de déchets végétaux au lieu-dit Argent Bon sur la commune de Verneuil d'Avre et d'Iton (27130).

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Eure pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie est adressée à :

- monsieur le sous-préfet de Bernay ;
- monsieur le maire de Verneuil d'Avre et d'Iton ;
- l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) (DREAL – UBDEO)

Évreux, le **25 JUIN 2026**

Le préfet



Xavier DELARUE

